

SOS LM hh3/9

82h

(1944)

A



Pouvoirs exceptionnels du Président pour le cas où le Conseil
pourrait pas se réunir.

Pouvoirs exceptionnels du Président pour le cas où le Conseil
d'Administration ne pourrait pas se réunir.

C.A. 14. 6.44 3 Qd a)

Compte rendu

C.A. 20.12.44 9 Iter

Conseil d'Administration

séance du 20 décembre 1944

QUESTION II ter - Compte rendu de la délégation exceptionnelle
de pouvoirs donnée par le Conseil d'Adminis-
tration dans sa séance du 14 juin 1944.-

P.V. P. 8

M. LE PRESIDENT rend compte des affaires suivantes qu'il a
réglées dans le cadre de cette délégation :

.....

I - Marchés.

- Contrat avec l'Union d'Electricité pour l'alimentation en énergie électrique des lignes de Paris à Orléans et d'Orléans à Poitiers.-
- Approvisionnement en combustibles - Régularisation des fournitures des mines du Centre et du Midi et Usines à Gaz (1er trimestre 1944 - 174.023.667 fr 3).-
- Commande de 57.300 T. de rails et de 8.620 T. de menu matériel.-
- Complément de prix horaire à accorder aux réparateurs de matériel au titre de l'amortissement et du renouvellement de leurs installations et de l'outillage.-
- Nouvel accord de prix pour les fournitures de combustibles faites par le Comptoir des Mines du Nord et du Pas-de-Calais à compter du 1er janvier 1944.-
- Résiliation de la Convention et du Traité-Bail avec la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de Chemins de fer pour la réparation de locomotives dans les ateliers de Nevers.-
- Liquidation des fournitures de traverses, traversines et bois spéciaux faites en 1940 par la S.N.C.F. au Ministère de l'Armement.-

II - Service Commercial.

- Participation de la S.N.C.F. dans les recettes de la Compagnie des Wagons-Lits : liquidation de l'exercice 1943 - formules de quote-part pour 1944.-
- Modification des conditions de livraison des marchandises à domicile.-
- Relèvement des allocations des services de factage et de camionnage à Toulouse.-

III - Projets.

- Mise en câbles souterrains de circuits téléphoniques de la S.N.C.F. entre Paris et Lyon.-
- Acquisition d'une locomotive électrique prototype à grande vitesse et à grande adhérence.-

.....

- Construction de matériel roulant pour trains de voyageurs :
 - 200 voitures métalliques de grandes lignes à bogies,
 - 300 voitures métalliques d'embranchement à bogies,
 - 60 fourgons métalliques à 2 essieux.-

IV - Personnel.

- Subventions, pour l'exercice 1944, à certaines Sociétés Sportives groupant les agents de la S.N.C.F. : 280.000 fr.-
- Modifications à la rémunération du personnel à compter du 1er septembre 1944.-
- Octroi d'une prime de libération.-
- Oeuvre des pupilles de la S.N.C.F. :
 - revalorisation des prestations,
 - extension à de nouvelles catégories d'orphelins.-
- Subventions pour l'exercice 1944 à certaines Sociétés Artistiques groupant les agents de la S.N.C.F. : 130.000 fr.-
- Relèvement de certains chiffres-limites inscrits dans le Règlement de Retraites (traitement liquidable - maxima et minima de pensions).-
- Subvention exceptionnelle de 100.000 fr au "Refuge des Cheminots".-

V - Divers.

- Compte rendu semestriel sur l'activité et les résultats des Sociétés auxquelles participe la S.N.C.F. (1er juillet 1943-31 décembre 1943).-
- Participation à la Société d'Etudes pour l'utilisation des marées (S.E.U.M.).-
- Modifications au régime de rémunération des représentants de la S.N.C.F. dans les Conseils des Sociétés auxquelles celle-ci participe.-
- Rapport sur l'évolution de la trésorerie et l'exécution du budget au cours du 2ème trimestre 1944.-

.....

- Cession à la ville de Neuilly de terrains situés en la commune de Nanterre et qui ne sont plus nécessaires à l'exploitation.-
- Acquisition de terrains à Nantes en vue du regroupement de certains services, de l'aménagement d'installations et de l'établissement d'un raccordement.-
- Acquisition d'un terrain sis à Paris, 20, avenue Lowendal et 104 avenue de Suffren, contigu à l'immeuble occupé par le Service des Approvisionnements.-
- Traité pour la délivrance de facilités de circulation au Ministère de l'Information.-
- Révision trimestrielle du budget au 1er octobre 1944.-
- Application aux territoires d'outre-mer de l'opération de conversion réalisée en 1942.-
- Renouvellement de la Convention avec le Secrétariat d'Etat à la Défense Nationale pour l'utilisation des Unités de Travailleurs du Génie.-
- Avenant au traité passé pour la délivrance de facilités de circulation au Ministère de la Production Industrielle.-
- Cession de 10 actions de la Société de Contrôle et d'Exploitation de Transports Auxiliaires (S.C.E.T.A.).-
- Prorogation jusqu'au 30 juin 1945 de l'avance consentie à la Société de Transport d'Energie de la Région Est (S.T.E.R.E.).-
- Allocation à la Société de Gérance des Wagons de Grande Capacité (S.G.W.) : prorogation jusqu'au 31 mars 1945.-
- Subvention de 200.000 fr à l'Entr'aide Française au titre de l'exercice 1944.-

Après échange de vues auquel prennent part M. LE PRESIDENT, M. PAILLIEUX et M. GOURSAT, le Conseil prend acte du compte rendu.

du 20 DEC 1944

(Question N° 111)

Compte rendu des affaires réglées
par M. le Président du Conseil d'Administration
en vertu de la délégation exceptionnelle de pouvoirs consentie
par le Conseil le 14 juin 1944

-:-:-:-:-:-:-:-

MARCHÉS

Contrat avec l'Union d'Electricité pour l'alimentation en énergie électrique des lignes de Paris à Orléans et d'Orléans à Poitiers.

(1er septembre 1944)

Un avant-projet de contrat, destiné à remplacer les accords antérieurement conclus par la Compagnie F.O. avec l'Union d'Electricité et l'Union Hydro-Electrique, avait été approuvé par le Conseil le 14 décembre 1938. Il avait été mis en vigueur à titre provisoire, pour une période de 2 ans, le 1er janvier 1939, ce délai devant permettre la mise au point des dispositions dont l'application s'avèrerait difficile. En fait, en raison des circonstances, cette mise au point n'a été terminée que dans le courant de l'année 1944.

Sous réserve de quelques modifications de détail, le texte définitif du contrat, valable jusqu'au 31 décembre 1948, ne diffère de l'avant-projet que par l'augmentation de la puissance maxima sous laquelle la S.N.C.F. peut restituer à l'U.D.E. l'énergie avancée par elle. Cette puissance maxima est portée de 55.000 à 70.000 kv, ce qui permettra à la S.N.C.F. de mieux valoriser, en période de hautes eaux, son énergie disponible.

Approvisionnement en combustibles - Régularisation des fournitures des mines du Centre et du Midi et Usines à Gaz (1er trimestre 1944-174.023.667 fr 3).

(27 septembre 1944)

Ces fournitures, qui portent sur un total de 547.049 T. 2, ont été approuvées en régularisation. Les prix sont sans changement par rapport à ceux des fournitures du 4ème trimestre 1943.

Commande de rails et de menu matériel.

(18 octobre 1944)

57.300 T. de rails et 8.620 T. de menu matériel ont été commandées au Comptoir Français des Produits Sidérurgiques pour un montant de 185 M. aux cours actuels, les prix définitifs étant ceux applicables au jour de la livraison, conformément aux règlements ministériels en vigueur.

Cette commande est la première passée pour la remise en état du réseau.

.....

Complément de prix horaire à accorder aux réparateurs
de matériel au titre de l'amortissement et du renou-
vellement de leurs installations et de l'outillage.

(26 octobre 1944)

Les marchés nouveaux ainsi que les avenants aux marchés déjà passés par la S.N.C.F. depuis le début de 1943 avec les industriels réparant du matériel moteur et roulant spécifiaient qu'un avenant ultérieur fixerait la part forfaitaire, rapportée à l'heure, qui serait accordée au titre de l'amortissement des bâtiments, installations, matériel et outillage et du renouvellement des matériel et outillage.

Après de longues négociations avec le Comité Matfer, l'accord a été conclu sous forme d'un avenant-type commun à tous les marchés de réparation.

Cet avenant prévoit, pour la période allant jusqu'à fin 1944, le paiement à l'industriel d'une somme égale au produit de la part complémentaire qui lui revient (calculée sur les bases arrêtées d'accord avec le Comité Matfer) par le nombre d'heures allouées pour les travaux facturés à la S.N.C.F. au cours de la période pendant laquelle cette part est contractuellement due. La part complémentaire ainsi fixée est nette et non révisible.

Les sommes versées seront obligatoirement utilisées à la couverture des charges d'amortissement et de renouvellement, l'avenant stipulant expressément le contrôle de leur emploi par le Comité Matfer ou, en cas de suppression de celui-ci, par l'organisme qui serait éventuellement désigné pour le remplacer.

La dépense supplémentaire à prévoir s'élèvera à 307.000 fr pour 1942 et 27 M. pour 1943; elle peut être évaluée à 40 M. pour 1944.

Nouvel accord de prix pour les fournitures de combustibles faites par le Comptoir des Mines du Nord et du Pas-de-Calais à compter du 1er janvier 1944.

(26 octobre 1944)

Un nouvel accord a été conclu pour remplacer l'accord qui régissait ces fournitures depuis le 1er avril 1942 et qui avait été dénoncé par le Comptoir des Mines du Nord et du Pas-de-Calais.

La S.N.C.F. conserve le bénéfice de rabais de prix différents selon les sortes, à savoir :

- criblés et guilletins gros 12 fr
- criblés 3/4 gros 8 fr
- autres sortes 6 fr.

D'autre part, un régime de garantie de cendres assorti de primes et pénalités est institué pour les briquettes, les tout-venants et les menus, réservant aux mines des avantages pécuniaires substantiels en cas d'amélioration de la qualité. En contrepartie, la S.N.C.F. a accepté de modifier les avantages en nature prévus par

.....

les accords antérieurs (élargissement des tolérances d'humidité, suppression du bon poids et changement du calibrage des fines).

Pour les combustibles divers, la S.N.C.F. continue à jouir du traitement du grossiste le plus favorisé, ce qui n'entraîne aucune modification des prix ; toutefois, certains avantages indirects spéciaux (bon poids et freinte de route) ont été modifiés.

La dépense supplémentaire annuelle peut être évaluée à :

- 43.135.000 fr pour les charbons industriels sur la base de fournitures annuelles de 5 M. de tonnes réparties par sorte comme en 1943 et livrées aux mêmes teneurs de cendres, soit une hausse de 2,87 % ;

- 300.000 fr environ pour les combustibles divers, sur la base d'une fourniture annuelle de 100.000 T.

Résiliation de la Convention et du Traité-Bail avec la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de Chemins de fer pour la réparation de locomotives dans les ateliers de Nevers.-

(25 novembre 1944)

La Convention passée avec cette Compagnie pour la réparation de locomotives dans les ateliers de Nevers et le Traité-Bail concernant la location à cette Compagnie de ces ateliers qui appartiennent à la S.N.C.F. prenant fin le 31 décembre 1944, il lui a été notifié que la S.N.C.F. ne les renouvellerait pas et reprendrait elle-même l'exploitation de ses ateliers de Nevers dans les conditions prévues par le Traité-Bail. Toutefois, pour tenir compte des difficultés que soulèverait, dans les conditions actuelles, la cessation de l'exploitation par la Compagnie C.G.C.E.M. à une date aussi rapprochée de celle de la notification, cette date serait reportée au 30 avril 1945, la Convention et le Traité-Bail étant purement et simplement re conduits pendant cette période.

Liquidation des fournitures de traverses, traversines et bois spéciaux faites en 1940 par la S.N.C.F. au Ministère de l'Armement.-

(8 décembre 1944)

La S.N.C.F. avait été chargée, en 1940, par le Ministère de l'Armement, au lieu et place des "Fabrications d'Armement", de pourvoir à l'approvisionnement tant des Armées que des Chemins de fer en traverses de bois.

Les marchés de régularisation et avenants définitifs aux commandes passées à ce titre par le Ministère de l'Armement ont été approuvés. Ils fixent le montant de la créance de la S.N.C.F. à 104.230.904 fr 85.

SERVICE COMMERCIAL

Participation de la S.N.C.F. dans les recettes de la Compagnie des Wagons-Lits.-

(1er septembre 1944)

a) Liquidation de l'exercice 1943

Conformément aux dispositions de l'avenant du 20 décembre 1943 faisant suite à la décision prise par le Conseil le 20 octobre 1943, les formules de quote-parts pour l'exercice 1943 ont été établies, comme pour les exercices 1941 et 1942, à partir des résultats effectifs.

Dans le cadre de ces dispositions et d'accord avec la Compagnie des Wagons-Lits, la quote-part de la S.N.C.F. a été fixée pour 1943 à 24 M. 4 contre 18 M. 7 en 1942, la part revenant aux Wagons-Lits passant de son côté de 50 M. 2 à 68 M. 6.

b) Formules de quote-parts pour 1944

Il a été donné satisfaction à la demande de la Compagnie des Wagons-Lits tendant à la reconduction des dispositions de l'avenant du 20 décembre 1943.

Toutefois, aux termes de cet avenant, la Compagnie des Wagons-Lits doit verser des acomptes mensuels de 1.250.000 fr. Le montant des acomptes versés au titre de l'exercice 1944 dégressant d'ores et déjà la quote-part totale qui, d'après les dernières prévisions financières, devra revenir à la S.N.C.F. pour l'ensemble de l'année, il a été décidé que les acomptes seront, pour 1944, limités aux versements déjà effectués.

Modification des conditions de livraison des marchandises à domicile.-

(18 octobre 1944)

A l'heure actuelle, sont considérées par la jurisprudence comme enlevées ou livrées à domicile les marchandises prises ou livrées au seuil de l'immeuble. Toutefois, le chemin de fer oblige les correspondants à enlever ou livrer gratuitement à l'étage ou en cave les colis de moins de 20 kg et à assurer le même service pour les colis de 20 à 50 kg, moyennant la perception d'une taxe supplémentaire fixée par les usages locaux. Par contre, pour les colis de plus de 50 kg, le chemin de fer n'accepte aucune responsabilité au delà du seuil de l'immeuble, la manutention à l'intérieur de l'immeuble pouvant être faite par le correspondant à titre libre et au prix fixé de gré à gré avec le client.

Ces errements cadrent mal avec le principe de la livraison d'office à domicile de tout le trafic de détail et de la couverture forfaitaire des frais de cette opération par la taxe perçue pour l'ensemble des transports de gare à domicile.

.....

Aussi le nouveau régime suivant a-t-il été arrêté :

- pour les colis d'un poids inférieur à 50 kg, l'enlèvement ou la livraison se fait gratuitement à l'étage ou en cave ;

- pour les colis de plus de 50 kg, la manutention au delà du seuil de l'entreposage est considérée comme une prestation supplémentaire non comprise dans les prix du tarif, mais que le correspondant est libre d'accepter, au nom de la S.N.C.F., aux prix et conditions fixés de gré à gré avec le client;

- la S.N.C.F. assume vis-à-vis du client la responsabilité de toutes les opérations afférentes à l'enlèvement ou à la livraison des marchandises, y compris les prestations supplémentaires acceptées par le correspondant. Elle conserve d'ailleurs son droit de recours contre ce dernier, dans les conditions prévues par le Traité de correspondance.

Ces nouvelles dispositions, qui ne semblent pas devoir avoir de répercussions sensibles sur les dépenses de camionnage, seront mises progressivement en application au fur et à mesure que le relèvement des conditions de rémunération permettra de revoir les contrats passés avec chacun des correspondants.

Relèvement des allocations des services de factage et de camionnage à Toulouse.-

(19 octobre 1944)

Pour permettre au concessionnaire qui, depuis le 1er août 1944, est exclusivement rémunéré par des allocations versées par la S.N.C.F., de couvrir ses frais d'exploitation, il a été décidé de relever :

- de 15,7 % en moyenne les taux de rémunération pour le trafic de détail, les nouveaux taux étant applicables à l'expiration du délai de 15 jours à dater de la soumission à l'Administration Supérieure ;

- et de 5,5 % en moyenne les allocations versées pour le factage des petits colis, colis postaux et des fonds de remboursement. Ce relèvement serait, pour tenir compte de l'importance du déficit constaté, appliqué avec effet rétroactif du 1er avril 1944.

PROJETS

Mise en câbles souterrains de circuits téléphoniques de la S.N.C.F. entre Paris et Lyon.-

(10 octobre 1944)

L'électrification de la ligne de Paris à Lyon exige soit le déplacement des lignes aériennes de télécommunication, soit la mise en câbles des circuits. Cette deuxième solution a été retenue, car elle présente l'avantage de soustraire complètement les circuits téléphoniques aux effets d'induction électro-magnétique et électrostatique ; elle permet également de doter l'artère Paris-Lyon de relations téléphoniques correspondant en nombre et en qualité aux besoins du trafic et aux possibilités offertes par l'électrification.

La dépense prévue s'élève à 534.300.000 fr.

Acquisition d'une locomotive électrique prototype à grande vitesse et à grande adhérence.-

(18 octobre 1944)

Les nécessités imposées par le service des lignes de Savoie et du littoral méditerranéen à profil accidenté dont l'électrification est envisagée, ainsi que par la remorque de certains trains très lourds sur la ligne Paris-Lyon, conduisent à envisager la construction de locomotives à grande vitesse laissant une marge de sécurité supérieure à celle des 2D2 actuellement en service.

A la suite d'un concours organisé entre les constructeurs par l'intermédiaire du Comité d'Organisation de la Construction Electrique, autorisation a été demandée à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports de construire un prototype composé de 2 machines CC identiques, comportant chacune 2 bogies à 3 essieux, tous moteurs, pouvant fonctionner soit en unités simples, soit accouplées pour la marche en unités doubles.

La dépense s'élève à 34 millions.

Construction de matériel roulant pour trains de voyageurs.-

(25 novembre 1944)

Autorisation a été demandée à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports, de construire :

- 200 voitures métalliques de grandes lignes à bogies, comprenant :

.....

- 40 voitures mixtes de 1ère et 2ème classes à compartiments ordinaires,
- 40 voitures de 2ème classe à couchettes,
- 120 voitures de 3ème classe ;
- 300 voitures métalliques d'embranchement à bogies, comprenant :
 - 85 voitures mixtes à compartiments de 2ème classe et compartiment fourgon,
 - 215 voitures de 3ème classe ;
- 60 fourgons métalliques à 2 essieux.

Ces différents projets figurent au Budget de l'ex établissement de 1944.

La dépense prévue s'élève à 1.187 M.

PERSONNEL

Subventions, pour l'exercice 1944, à certaines Sociétés Sportives groupant les agents de la S.N.C.F.-

(1er septembre 1944)

Le montant global des subventions atteignant ou dépassant 10.000 fr attribuées aux Sociétés sportives d'agents en 1944 a été fixé à 280.000 fr, contre 215.000 fr en 1943. Ce relèvement est justifié par la progression des effectifs et l'augmentation des dépenses auxquelles ont à faire face les Sociétés qui, pour la plupart, enregistrent, par ailleurs, du fait des circonstances, une diminution de leurs recettes.

Rémunération du personnel.-

(11 septembre 1944)

Dans le cadre des dispositions adaptées par les Pouvoirs Publics en ce qui concerne le relèvement des salaires de l'industrie et des fonctionnaires, les mesures suivantes ont été arrêtées, compte tenu de la réduction de la durée du travail de 2.558 h. 30 par an à 48 heures par semaine :

a) Augmentation du traitement fixe des agents du cadre permanent d'un pourcentage de l'ensemble constitué par le traitement et l'indemnité spéciale temporaire.

Ce pourcentage a été fixé à 30 % pour les agents des échelles 1 à 5 et des échelles assimilées et décroît progressivement de manière à atteindre 20 % à l'échelle 18.

b) Augmentation corrélatrice des primes de traction, des primes de production et de gestion, ainsi que des primes, indemnités et allocations dans le calcul desquelles le traitement entre en compte.

c) Majoration de 30 % des indemnités de résidence et des allocations de zone.

Parallèlement, les salaires des auxiliaires ont été majorés dans la même proportion que ceux fixés par l'arrêté du 14 septembre 1944 de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale pour les ouvriers des industries similaires de la Région Parisienne.

Ces mesures, qui ont été approuvées par M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports, ont eu effet du 1er septembre 1944. La dépense supplémentaire sera d'environ 1.430 M. par an, non compris celle qui résultera de l'augmentation éventuelle des allocations familiales, et de 1.610 M. pour les 4 derniers mois de 1944.

.....

Ostroi d'une prime de libération.-

(5 octobre 1944)

Par analogie avec les mesures prises en faveur des fonctionnaires, les dispositions ci-après ont été adoptées :

= Agents du cadre permanent et auxiliaires à salaire mensuel en résidence d'emploi dans les localités où les fonctionnaires de l'Etat ont bénéficié, en sus de l'allocation exceptionnelle égale au montant de leurs émoluments du mois d'août 1944, d'une prime de libération : allocation de la même prime que les fonctionnaires ; dans les régions ou localités où les fonctionnaires ont été exclus du bénéfice de la prime, la prime est allouée aux cheminots sous déduction de l'allocation exceptionnelle payée au mois d'août ;

= Auxiliaires à salaire horaire exerçant des fonctions comparables à celles des ouvriers ou auxiliaires de l'Etat rémunérés sur la base des salaires régionaux et en résidence d'emploi dans les localités où lesdits ouvriers ou auxiliaires ont bénéficié d'une prime de libération : allocation d'une prime de même montant ; dans les localités où cette règle conduirait à ne rien attribuer aux auxiliaires de la S.N.C.F., mais où une prime de libération a néanmoins été accordée aux salariés de l'industrie privée, les auxiliaires S.N.C.F. bénéficient de ladite prime.

Ces mesures ont été approuvées par M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports.

Oeuvre des pupilles de la S.N.C.F.-

(3 octobre 1944)

a) Revalorisation des prestations.-

Compte tenu de la revalorisation des rémunérations du personnel depuis 1938, il a été décidé :

- de porter de 100 à 500 fr la somme versée au titre de première constitution de pécule et de 1.000 à 5.000 fr le montant maximum de l'allocation pouvant être attribuée aux pupilles cessant de faire partie de l'Oeuvre, ainsi qu'à ceux qui sont déjà mariés ou viendraient à se marier ;

- de prendre en charge une part plus importante des frais d'études des pupilles ;

- de fournir gratuitement, sous le contrôle du service médical de la S.N.C.F., les appareils orthopédiques ainsi que les lunettes correctrices de vue et de participer, sous le même contrôle, à la fourniture des appareils de prothèse dentaire dans la limite de 80 % du tarif.

Le supplément de dépenses annuel est de 1.500.000 fr.

b) Extension à de nouvelles catégories d'orphelins.-

Cette oeuvre ne venait jusqu'ici en aide qu'aux orphelins des agents du cadre permanent tués en service ou décédés des suites de blessures reçues en service.

Il est apparu qu'il y avait lieu d'admettre également au bénéfice de l'oeuvre les orphelins des agents décédés hors service par suite de faits de guerre, étant entendu qu'il sera tenu compte, dans l'attribution des avantages prévus par le règlement, de ceux dont chacun des intéressés aurait effectivement déjà pu bénéficier au titre de pupille de la Nation.

Cette mesure a pris effet du 1er octobre, les orphelins des agents dont le décès est intervenu antérieurement étant admis comme pupilles à partir de cette date s'ils n'ont pas encore atteint l'âge de 21 ans.

La dépense supplémentaire annuelle s'élève à 1.500.000 fr.

Subventions pour l'exercice 1944 à certaines Sociétés artistiques groupant les agents de la S.N.C.F.

(2 novembre 1944)

Le montant global des subventions atteignant ou dépassant 10.000 fr attribuées aux Sociétés artistiques d'agents en 1944 a été fixé à 130.000 fr, contre 76.500 fr en 1943. Ce relèvement est justifié par l'augmentation des dépenses auxquelles ces Sociétés ont à faire face et par le développement de leur activité.

Relèvement de certains chiffres-limites inscrits dans le Règlement de retraites.-

(15 novembre 1944)

Des modifications au Règlement de retraites ont été soumises à l'homologation de M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports en vue de mettre les chiffres-limites inscrits dans ce Règlement et relatifs à la détermination du traitement liquidable et des minima et maxima de pensions en harmonie avec les nouveaux taux de la rémunération soumise à retenue pour la retraite mis en vigueur le 1er septembre 1944.

....

Subvention exceptionnelle au "Refuge des Cheminots"

(27 novembre 1944)

Une subvention exceptionnelle de 100.000 francs a été allouée à l'œuvre "Le Refuge des Cheminots", en compensation d'une partie des dégâts subis dans sa maison de "La Foulérie" lors de son occupation par les troupes allemandes en 1940.

DIVERS

Compte rendu semestriel sur l'activité et les résultats
des Sociétés auxquelles participe la S.N.C.F. (1er juil-
let 1943 - 31 décembre 1943).

(août 1944)

Il a été pris acte de ce compte rendu.

Participation à la Société d'Etudes pour
l'utilisation des marées (S.E.U.M.).

(13 septembre 1944)

La "Société d'Etudes pour l'utilisation des marées" (S.E.U.M.) fondée en 1941 au capital de 2.000.000 fr, en vue de procéder à toutes recherches relatives à l'utilisation des marées pour la production de l'énergie électrique et qui a reçu de l'Etat une subvention de 1.500.000 fr, vient de décider de doubler son capital, l'Etat doublant parallèlement sa subvention.

A cette occasion, la S.N.C.F. a été pressentie en vue de participer au capital ainsi ramené, un siège lui étant réservé dans le Conseil d'Administration.

Etant donné la place qu'occupe actuellement la S.N.C.F. dans le domaine de la production hydro-électrique et l'ampleur de son programme d'électrification, il a été décidé, sous réserve de l'autorisation ministérielle nécessaire, d'acquiescer dans la Société une influence égale à celle des plus forts actionnaires.

La souscription atteindra vraisemblablement 400.000 fr en valeur nominale et le montant de la dépense sera imputé au Compte d'Exploitation.

Rémunération des représentants de la S.N.C.F.
dans les Conseils des Sociétés Filiales.

(27 septembre 1944)

I.- La loi du 31 janvier 1944 (art. 42) a autorisé les Sociétés à majorer de 20 % les maxima à répartir au titre des dividendes, jetons de présence et tantièmes.

Dans ces conditions, il a été décidé de porter de 30.000 fr - chiffre fixé par le Conseil d'Administration le 5 août 1942 - à 36.000 fr le maximum total des émoluments que peut recevoir chaque représentant de la S.N.C.F. dans les Sociétés dont celle-ci est actionnaire. Cette majoration est applicable à l'exercice 1944.

.....

II.- Continuant les errements suivis avant 1938 par la Compagnie d'Orléans, la S.N.C.F. attribue à la Fédération des Sociétés de Crédit Immobilier et d'H.B.M. des Chemins de fer français une allocation forfaitaire annuelle destinée à être répartie entre les fonctionnaires qui prennent une part active à la gestion des 13 Sociétés composant la Fédération. Cette allocation a été fixée à 150.000 fr par le Conseil d'Administration le 5 août 1942.

De leur côté, les Sociétés de la Fédération remboursent à la S.N.C.F. le temps passé par son personnel à leur service.

Pour tenir compte du relèvement des salaires, le Bureau de la Fédération a estimé qu'il convenait d'augmenter ce versement, à dater du 1er janvier 1944. Celui-ci passera de 275.000 fr à 300.000 fr.

Corrélativement, il a été décidé de porter, à partir de 1944, la dotation attribuée à la Fédération à 100.000 fr.

Rapport sur l'évolution de la trésorerie et l'exécution du budget au cours du 2ème trimestre 1944.

(3 octobre 1944)

Le Rapport, établi en exécution de l'article 14 du décret du 11 décembre 1940, relatif au contrôle de l'Etat sur les chemins de fer, a été adressé à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports et à M. le Ministre des Finances.

Cession à la ville de Neuilly de terrains situés en la commune de Nanterre.

(10 octobre 1944)

La ville de Neuilly a besoin, pour l'agrandissement de son cimetière et l'exécution de divers projets d'urbanisme, de terrains dont la S.N.C.F. est propriétaire sur le territoire de Nanterre au voisinage des installations de la Folie et qui ne sont plus nécessaires à l'exploitation. De son côté, la S.N.C.F. aurait besoin, pour réaliser les programmes qu'elle a établis, d'autres terrains situés à proximité de ces mêmes installations. Dans ces conditions, il a été décidé de céder à la ville de Neuilly les terrains dont elle sollicite l'acquisition, d'une superficie globale de 29.000 m², pour un prix de 6.760.850 fr, cette somme étant utilisée par la S.N.C.F. pour l'acquisition des nouveaux terrains qui lui sont nécessaires.

Un projet de Convention avec le Département de la Seine a été établi sur ces bases.

.....

Acquisition de terrains à Nantes.

(11 octobre 1944)

En vue de compléter les améliorations qu'apportera aux installations ferroviaires de l'agglomération nantaise la suppression des passages à niveau et pour mettre fin aux inconvénients qu'entraîne la spécialisation de chacune des deux gares de Nantes-Orléans et de Nantes-Etat, la S.N.C.F. envisage, en dehors de la reconstruction du bâtiment voyageurs de la gare de Nantes-Orléans qui sera financée par l'excédent escompté du produit des surtaxes en cours de perception :

- de regrouper les services G.V. et I.V. en un centre unique pour les transports de détail;
- d'aménager des installations pour les groupements et pour la gare-marché;
- de construire un raccordement entre la ligne de Bordeaux et la gare de triage de Nantes-Blottereau.

Sous réserve de l'autorisation ministérielle nécessaire, il a été décidé, dans le but d'éviter les spéculations immobilières, d'acquérir dès maintenant les terrains nécessaires à ces réalisations, soit 35 hectares environ. La dépense totale, à imputer au compte des travaux complémentaires de premier établissement, serait de 11 M. de fr.

Acquisition d'un terrain sis à Paris 20 avenue Lowendal et 104 avenue de Suffren.

(5 décembre 1944)

Sous réserve de l'approbation de M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports, il a été décidé d'acquérir un terrain d'une superficie de 1900 m² environ sis à Paris 20 avenue Lowendal et 104 avenue de Suffren et contigu à l'immeuble occupé par le Service des Approvisionnements. D'accord avec l'Administration des Domaines, le prix a été fixé à 4.200.000 fr.

Sur ce terrain serait construit un immeuble moderne devant permettre l'installation d'un bureau central de renseignements et de location ainsi que le regroupement de divers services.

Traité pour la délivrance de facilités de circulation au Ministère de l'Information.

(5 décembre 1944)

Un traité a été passé avec le Ministère de l'Information dans le cadre de l'art. 29 du Cahier des Charges en vue de la délivrance, pour les besoins de ses Services, de 3 cartes nominatives et d'une carte impersonnelle de 1ère classe à parcours général.

Revision trimestrielle du budget.

(7 décembre 1944)

La revision budgétaire à laquelle il a été procédé, conformément aux prescriptions de la Convention du 9 septembre 1939, à la date du 1er octobre 1944, a fait ressortir les constatations suivantes.

Par suite de la paralysie progressive de la circulation due aux événements de guerre et en raison de la lenteur de la reprise du trafic du fait de l'importance des destructions, les évaluations de recettes ont dû subir une réduction massive. Compte tenu de l'indemnité compensatrice correspondant aux majorations de tarifs demandées et non autorisées, les prévisions de recettes s'élèvent à 27.531 M. 8 en diminution de 8.300 M. sur celles de la précédente révision.

Les prévisions de dépenses totales s'élèvent à 45.605 M. 5 en augmentation de 5.211 M. 7 sur celles de la révision antérieure. Compte tenu de la contraction des dépenses consécutives à la diminution du trafic, cette augmentation traduit l'incidence de la révision des salaires à laquelle il a été procédé le 1er septembre et de l'attribution des indemnités exceptionnelles de mai et d'août, de la hausse des prix, enfin du développement des travaux de reconstruction et de réparation.

En définitive, le déficit à prévoir est évalué à 18.273 M. 7.

Il convient, toutefois, d'observer que ce déficit correspond, à concurrence de 6.000 M. environ, à l'insuffisance des versements allemands et, à concurrence de 4.870 M., à l'incorporation des charges relatives à la réparation des dommages de guerre dont le remboursement a été demandé à l'Etat, conformément aux dispositions de l'article 3 de la Convention du 9 septembre 1939. La partie de l'insuffisance imputable à l'évolution défavorable du trafic serait ainsi de 7.400 M.

Cette insuffisance est trop importante pour qu'on puisse envisager sa couverture, d'ici la fin de l'année, par des augmentations de tarifs. Conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention du 9 septembre 1939, le déficit du compte de liquidation devra être couvert par une allocation en capital inscrite au budget de l'Etat et remboursable sans intérêts sur les excédents éventuels des exercices ultérieurs.

Application aux territoires d'outre-mer de
l'opération de conversion réalisée en 1942.

(9 décembre 1944)

Lors de l'opération de conversion réalisée en décembre 1943, le cas des titres appartenant à des propriétaires résidant en Afrique du Nord et dans les territoires de l'Empire alors séparés de la métropole avait été réservé. Les circonstances permettant de régulariser cette situation, la décision suivante a été prise :

Article 1er. - Conformément à l'article 10 de la décision du Conseil d'Administration en date du 2 décembre 1942, la présente décision fixe les conditions spéciales de remboursement et de conversion des titres dont les propriétaires, résidant à la date du 7 décembre 1942 dans les territoires français d'outre-mer, les pays de protectorat et les territoires sous mandat, justifieront d'une telle résidence et de la propriété de ces titres à cette date.

Article 2. - Le dépôt des titres à rembourser devra être effectué, à l'appui de la justification visée à l'article 1er, dans les délais fixés par l'arrêté à intervenir en application de l'article 2 de l'arrêté du 2 décembre 1942 :

- aux Caisses des Trésoriers Généraux de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, des Payeurs Principaux d'Oran et de Constantine et des Payeurs particuliers de l'Algérie;

- aux Caisses des Trésoriers Généraux et des Trésoriers payeurs dans les colonies, dans les autres pays de protectorat et les territoires sous mandat;

- aux Services Financiers de la S.N.C.F., 88, rue Saint-Lazare à Paris.

Article 3. - Le remboursement s'effectuera au pair, diminué de l'impôt, ainsi que, le cas échéant, du prélèvement de 10 % et majoré des intérêts courus au taux originaire depuis la date de la dernière échéance semestrielle jusqu'au 1er janvier 1945, suivant le barème publié au Journal Officiel du 4 décembre 1942 et ci-dessous reproduit.

Tous intérêts payables aux échéances comprises entre le 1er janvier 1943 et le 31 décembre 1944 seront en outre réglés sur la base du prix du dernier coupon échu antérieurement au 1er janvier 1943.

Article 4. - Le dépôt des titres à convertir devra être effectué, appuyé de la justification visée à l'article 1er, aux Caisses indiquées à l'article 2.

Article 5. - Les titres convertis seront repris dans les conditions fixées à l'article 3 pour les titres remboursés et donneront lieu au paiement d'une soulte fixée par le barème ci-dessous.

Tous intérêts payables aux échéances comprises entre le 1er janvier 1943 et le 31 décembre 1944 seront en outre réglés sur la base du prix du dernier coupon échu antérieurement au 1er janvier 1943.

Les obligations S.N.C.F. 3 1/2 % 1943 délivrées en échange des titres convertis porteront jouissance du 1er janvier 1945.

Renouvellement de la Convention avec le
Secrétariat d'Etat à la Défense Nationale
pour l'utilisation, par la S.N.C.F., des
Unités de Travailleurs du Génie.-

(12 décembre 1944)

La S.N.C.F. utilise, depuis 1940, des Unités de Travailleurs du Génie pour les travaux de reconstruction des ouvrages détruits. Une Convention était intervenue en 1942 pour régler les modalités de cette utilisation.

L'établissement d'une nouvelle Convention est rendu nécessaire pour tenir compte des instructions nouvelles intervenues le 14 décembre 1943 quant au régime administratif des Unités de Travailleurs en cause. La même Convention fixe les conditions d'emploi de ces Unités depuis la libération.

La dépense annuelle résultant de la Convention peut être évaluée à 70 M. environ.

Avenant au traité passé pour la délivrance
de facilités de circulation au Ministère
de la Production Industrielle.-

(12 décembre 1944)

L'avenant prévoit la délivrance avec une réduction de 30 % d'une carte nominative en 1ère classe sur l'ensemble des lignes en faveur du fonctionnaire chargé de la coordination des recherches de pétrole.

Cession de 10 actions de la Société de Contrôle
et d'Exploitation de Transports Auxiliaires
(S.C.E.T.A.).-

(13 décembre 1944)

La S.N.C.F. a accepté de céder dix actions de la S.C.E.T.A., au prix unitaire de 1.960 fr, en vue de permettre à l'un des Administrateurs de cette Société de constituer son cautionnement.

Prorogation de l'avance consentie à la Société de
Transport d'Energie de la Région Est (S.T.E.R.E.)

(13 décembre 1944)

En vue d'assurer provisoirement le financement de ses travaux, S.T.E.R.E. avait sollicité de ses actionnaires une avance de

.....

37.500.000 francs, à laquelle la S.N.C.F. avait participé, à concurrence de sa quote-part dans le capital de cette Société, soit 1.600.000 francs. Cette avance devait être remboursée, au plus tard, le 31 décembre 1944. Les circonstances n'ayant pas permis d'assurer un financement définitif de ces travaux, cette échéance a été reportée de 6 mois, soit au 30 juin 1945..

Allocation à la Société de Gérance des Wagons
de Grande Capacité (S.G.W.)

(13 décembre 1944)

En vue de permettre à la S.G.W., dont l'équilibre financier s'est trouvé gravement compromis par la paralysie du trafic, de faire face à son déficit, et compte tenu de l'engagement pris par les propriétaires de wagons d'apporter une aide similaire, le Conseil avait décidé, le 16 août 1944, d'accorder à la S.G.W., pour la période de juin à novembre 1944, le concours financier de la S.N.C.F. par le versement, chaque mois, à concurrence d'un maximum de 600.000 fr, d'une allocation :

- de 0 fr 90 par T. de combustibles en moins de 450.000 T.
- de 0 fr 40 par T. de minerais en moins de 700.000 T.

Le trafic de la S.G.W. n'ayant pu, en raison des circonstances reprendre dans des conditions suffisantes, ce concours financier a été prorogé, dans les mêmes conditions, du 1er décembre 1944 au 31 mars 1945.

Aide financière à l'Entr'aide Française

(15 décembre 1944)

L'Entr'aide Française a sollicité de la S.N.C.F. sa participation à l'action que mène cette Oeuvre.

En raison de l'intérêt qu'elle présente et compte tenu du fait qu'un grand nombre d'agents de chemins de fer sinistrés, notamment en Normandie, ont bénéficié de son action, il a été décidé d'allouer à l'Entr'aide Française, au titre de l'exercice 1944, une subvention de 200.000 fr.